



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARDENNES

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°8-2020-072

PUBLIÉ LE 24 AOÛT 2020

Sommaire

Prefecture 08

8-2020-08-24-001 - AP 2020-521 portant obligation du port du masque de protection dans certains lieux publics ou recevant du public des communes de Balan, Bazeilles, Bairon et ses environs, Charleville-Mézières, Douzy, Givet, Les Ayvelles, La Francheville, Les Mazures, Sedan et Villers Semeuse (15 pages)

Page 3

8-2020-08-06-004 - Arrêté préfectoral complémentaire n°2020-502 du 06 août 2020 modifiant les servitudes d'utilité publique en application de l'article L.555-16 du code de l'environnement à proximité du poste Client Industriel Arcelor Mittal à Mouzon dans le département des ARDENNES (2 pages)

Page 19

Prefecture 08

8-2020-08-24-001

AP 2020-521 portant obligation du port du masque de protection dans certains lieux publics ou recevant du public des communes de Balan, Bazeilles, Bairon et ses environs, Charleville-Mézières, Douzy, Givet, Les Ayvelles, La Francheville, Les Mazures, Sedan et Villers Semeuse



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

*Direction des services du cabinet
Service des sécurités
Bureau gestion de crise, défense et sécurité
nationale*

Arrêté n°2020 - 521

**Portant obligation du port du masque
de protection dans certains lieux publics ou recevant du public des communes de
Balan, Bazeilles, Bairon et ses environs, Charleville-Mézières, Douzy,
Givet, Les Ayvelles, La Francheville, Les Mazures, Sedan et Villers-Semeuse**

**Le Préfet des Ardennes,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code de la santé publique, notamment son article L. 3131-1 et L.3136-1 ;

Vu la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les Régions et les Départements ;

Vu le décret n° 2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;

Vu le décret du Président de la République en date du 7 novembre 2019 portant nomination de Monsieur Jean-Sébastien LAMONTAGNE en qualité de Préfet des Ardennes ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2019/753 du 25 novembre 2019 donnant délégation de signature à M. Christophe HERIARD, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé Grand Est du 21 août 2020 ;

Considérant que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ainsi que le caractère actif de la propagation de ce virus et la gravité de ses effets en termes de santé publique ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ; que par suite, il est nécessaire de prévenir tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation, propices à la circulation du virus ;

Considérant que la loi du 9 juillet 2020 susvisée prévoit, en son article 1^{er}, d'une part, que le Premier ministre peut réglementer la circulation des personnes et réglementer l'ouverture au public, y compris les conditions d'accès et de présence, de certains établissements recevant du public et, d'autre part, qu'il peut habiliter les préfets à prendre toutes mesures générales ou individuelles d'application de cette réglementation ;

Considérant que sur ce fondement, les dispositions du II de l'article 1^{er} du décret du 10 juillet 2020 susvisé habilite le préfet de département à rendre obligatoire le port du masque, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent ;

Considérant l'accélération de la circulation du virus, combinée à la densité de population des lieux de croisement ou de rassemblement situés dans les secteurs piétonniers, sur les parkings et aux abords des centres commerciaux, et dans les bases de loisirs, ainsi qu'à l'affluence de personnes générée par le retour des vacances et la rentrée scolaire ;

Considérant l'augmentation constante du taux d'incidence et de positivité du covid-19 dans les Ardennes, et au regard du risque de reprise de l'épidémie ;

Considérant, après concertation avec le président du conseil départemental des Ardennes, le président de la communauté de communes des Portes du Luxembourg, les maires des communes de Balan, Bazeilles, Bairon et ses environs, Charleville-Mézières, Douzy, Givet, Les Ayvelles, La Francheville, Les Mazures, Sedan et Villers-Semeuse, et avec le président de la Chambre de commerce et d'industrie des Ardennes, que les circonstances locales précitées justifient de rendre obligatoire le port du masque dans certains lieux publics ou recevant du public de ces communes ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

A compter du mardi 25 août 2020, et pour une durée d'un mois, le port du masque est obligatoire pour tout piéton de onze ans ou plus se trouvant dans les lieux indiqués en annexe du présent arrêté.

Article 2 :

L'obligation du port du masque prévue à l'article 1^{er} ne s'applique pas :

- aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus ;
- dans les locaux d'habitation.

Article 3 :

Les collectivités et gestionnaires des voiries et espaces publics ou recevant du public concernés par le présent arrêté mettent en œuvre une signalétique adaptée à l'entrée des lieux où celui-ci est applicable.

Article 4 :

La violation des dispositions prévues à l'article 1^{er} est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe, conformément à l'article L.3136-1 du code de la santé publique. Lorsque cette violation est constatée à nouveau dans un délai de quinze jours, l'amende est celle prévue pour les contraventions de 5^{ème} classe.

Si les violations prévues au présent article sont verbalisées à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, les faits sont punis de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

Article 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes, les sous-préfets de Vouziers et Sedan, le président du Conseil départemental, le président de la communauté de communes des Portes du Luxembourg, les maires des communes de Balan, Bazeilles, Bairon et ses environs, Charleville-Mézières, Douzy, Givet, Les Ayvelles, La Francheville, Les Mazures, Sedan et Villers-Semeuse, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel, commandant du groupement de gendarmerie des Ardennes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et des services déconcentrés de l'État.

Fait à Charleville-Mézières, le 24 août 2020

Le préfet, pour le préfet
le secrétaire général,


Christophe HÉRIARD


ANNEXE

Liste et plans des rues et secteurs où le port du masque est obligatoire

Ville de Charleville-Mézières

- espace piétonnier du centre-ville : rue Bérégovoy, rue de la République, rue Bourbon, rue de l'Arquebuse (uniquement partie piétonne), rue Irénée Carré, rue de la Paix
- place Ducale
- rue de Mantoue
- rue du Petit Bois (uniquement la partie comprise entre la place Ducale et la rue Pierre Gillet et Victoire Cousin)
- rue du Moulin
- île du Vieux-Moulin
- passerelle et plaine du Mont-Olympe
- espace de baignade de la Warenne

Ville de Sedan

- avenue du Général Margueritte (jusqu'au Boulevard Gambetta)
- place Saint Vincent-de-Paul
- rue Rovigo (du n° 27 au n° 13)
- rue Blanpain (de l'angle du passage Hizette jusqu'à la place d'Harcourt)
- place d'Harcourt
- place Turenne
- rue de la Rochefoucauld (de la place Turenne à l'angle avec la rue de Sillery)
- rue de la comédie
- place Goulden
- rue Gambetta
- rue Monard (entre la rue de la République et la place Michelet)
- rue de la République
- rue et place Michelet
- place Crussy
- place d'Alsace-Lorraine (côté collège Turenne)
- rue de Metz (entre l'avenue Leclerc et la place Crussy)
- rue Carnot
- rue au Beurre
- place d'Armes
- place de la Halle
- rue du Ménil

Parkings et abords des centres commerciaux

- Zone commerciale La Croisette à Charleville-Mézières et La Francheville
- Zone commerciale des Ayvelles et de Villers-Semeuse
- Zones commerciales Leclerc et Godart à Sedan
- Zones commerciales Forum et Rives d'Europe à Givet
- Zone commerciale Mac mahon de Balan et Bazeilles

Bases de loisirs

- **lac de Douzy**

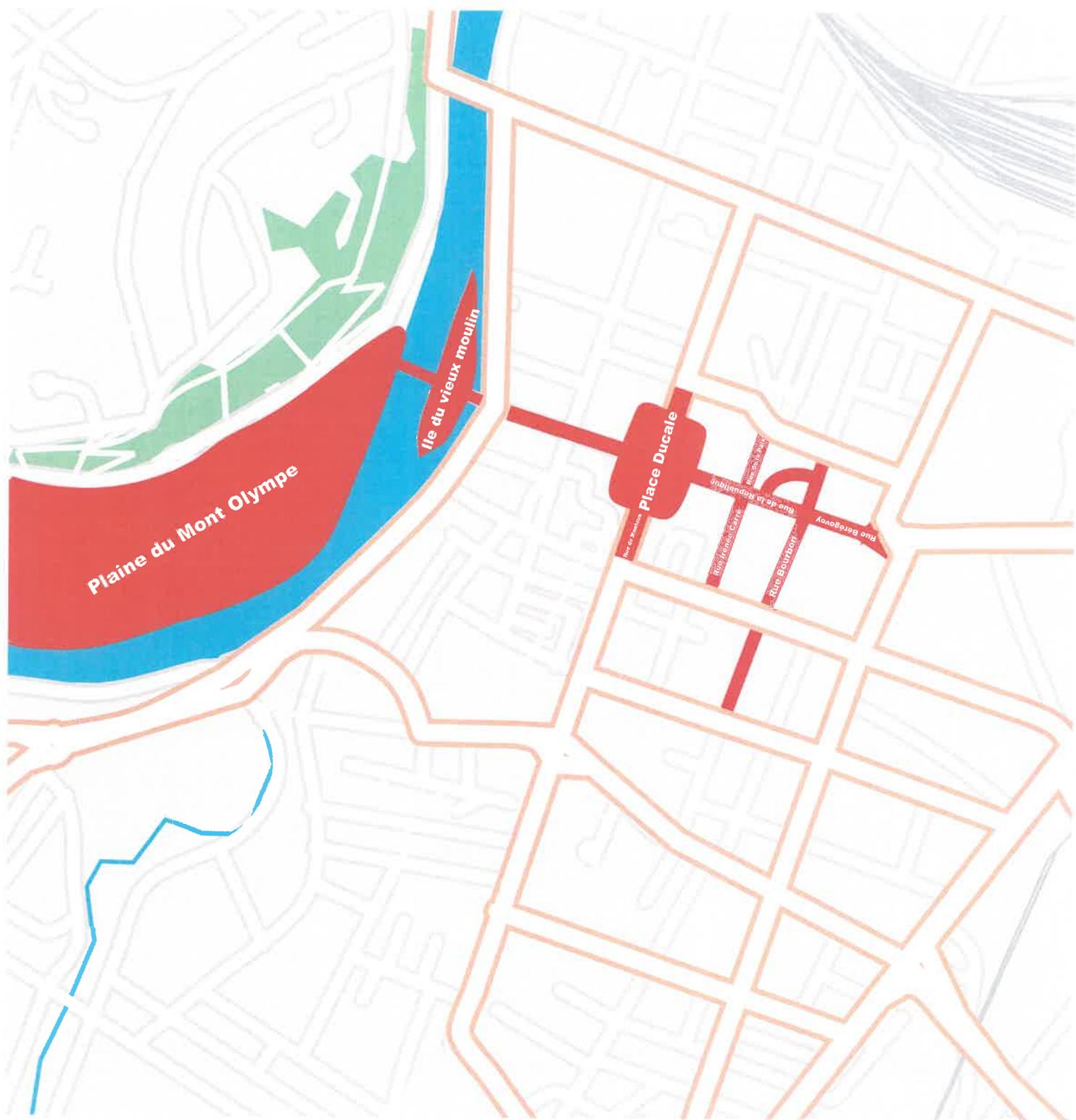
Espace baignade (hors plage) et camping (voir plan)

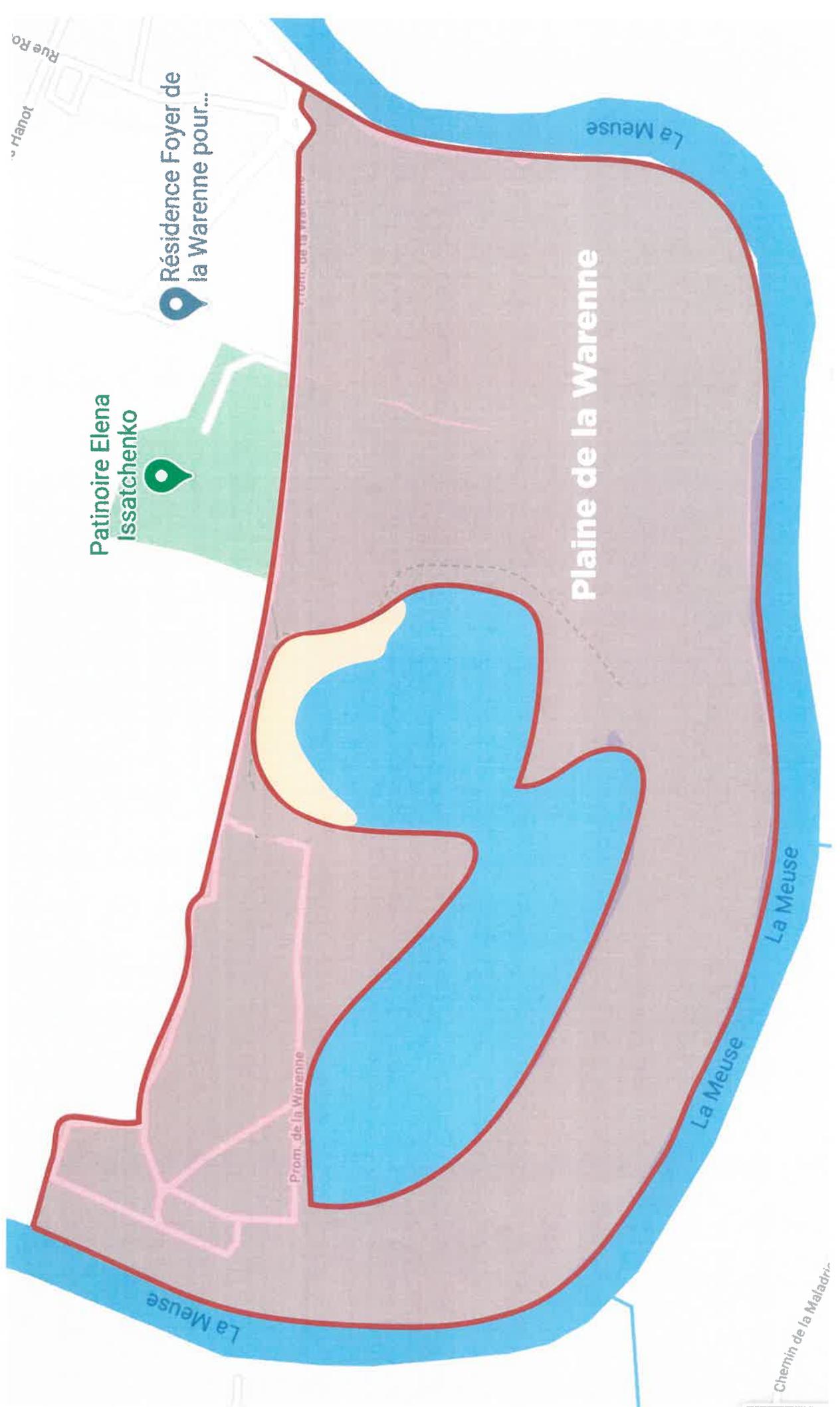
- **lac de Bairon**

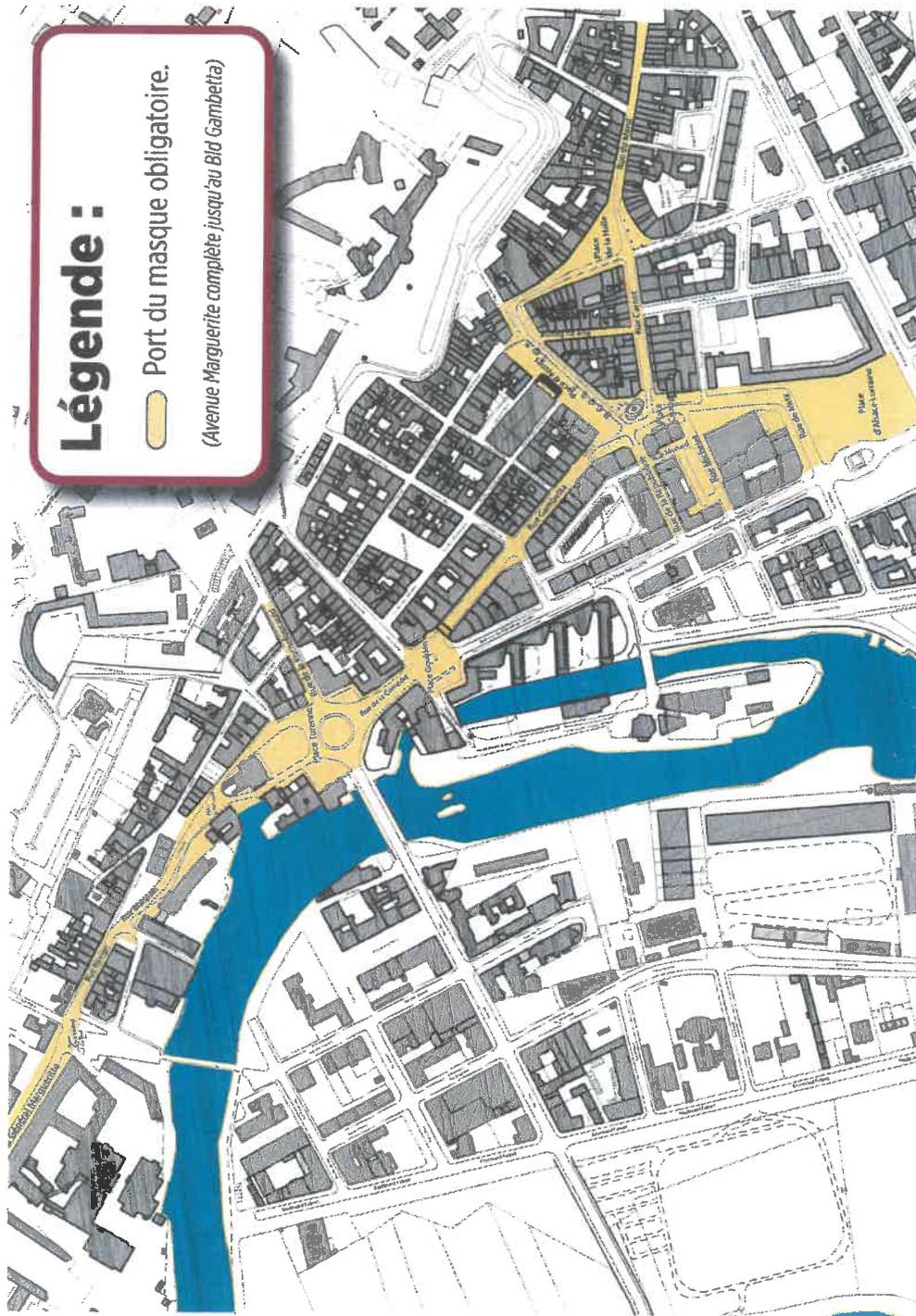
Aux abords de la D 312 (voir plan)

- **lac des Vieilles Forges**

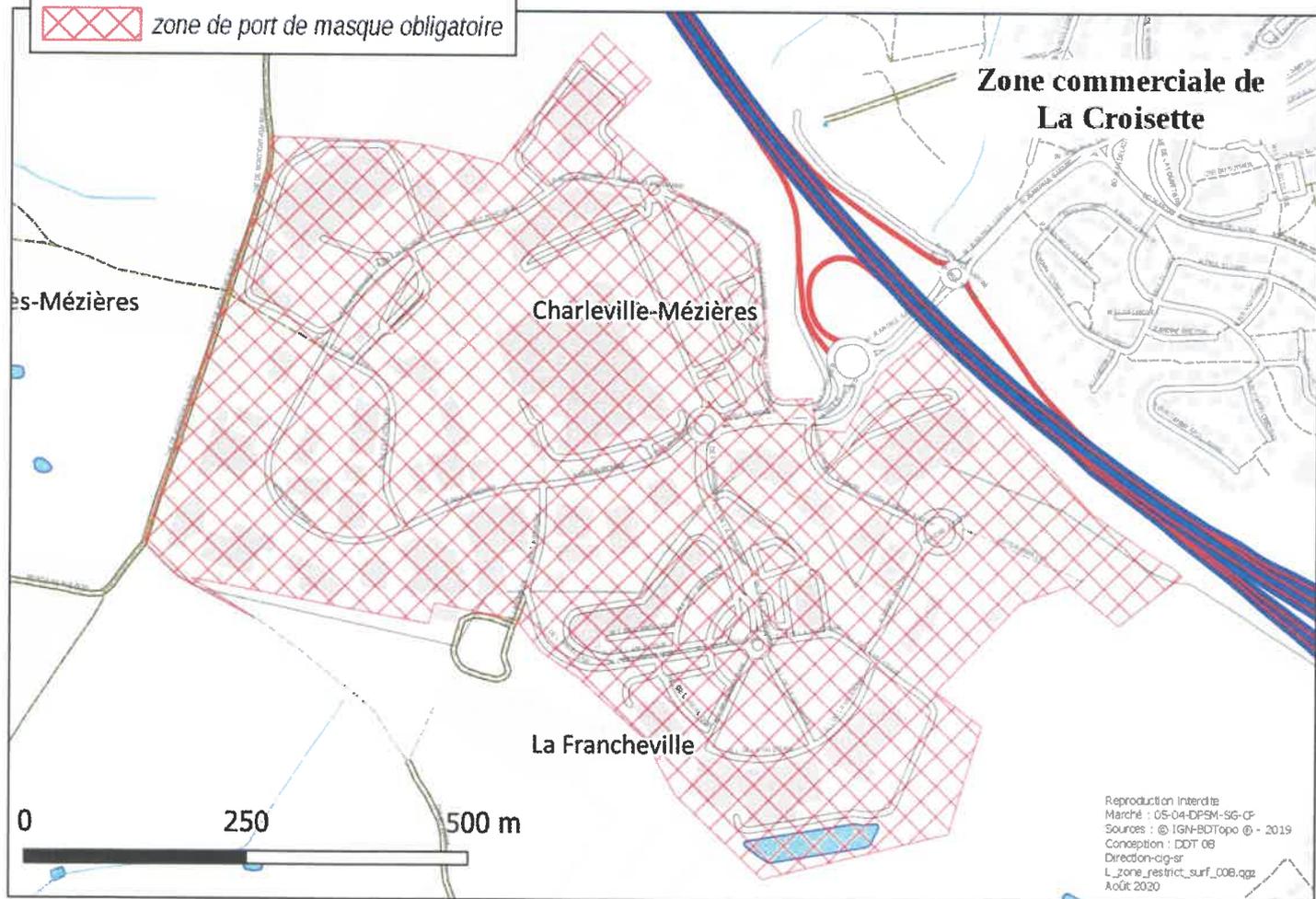
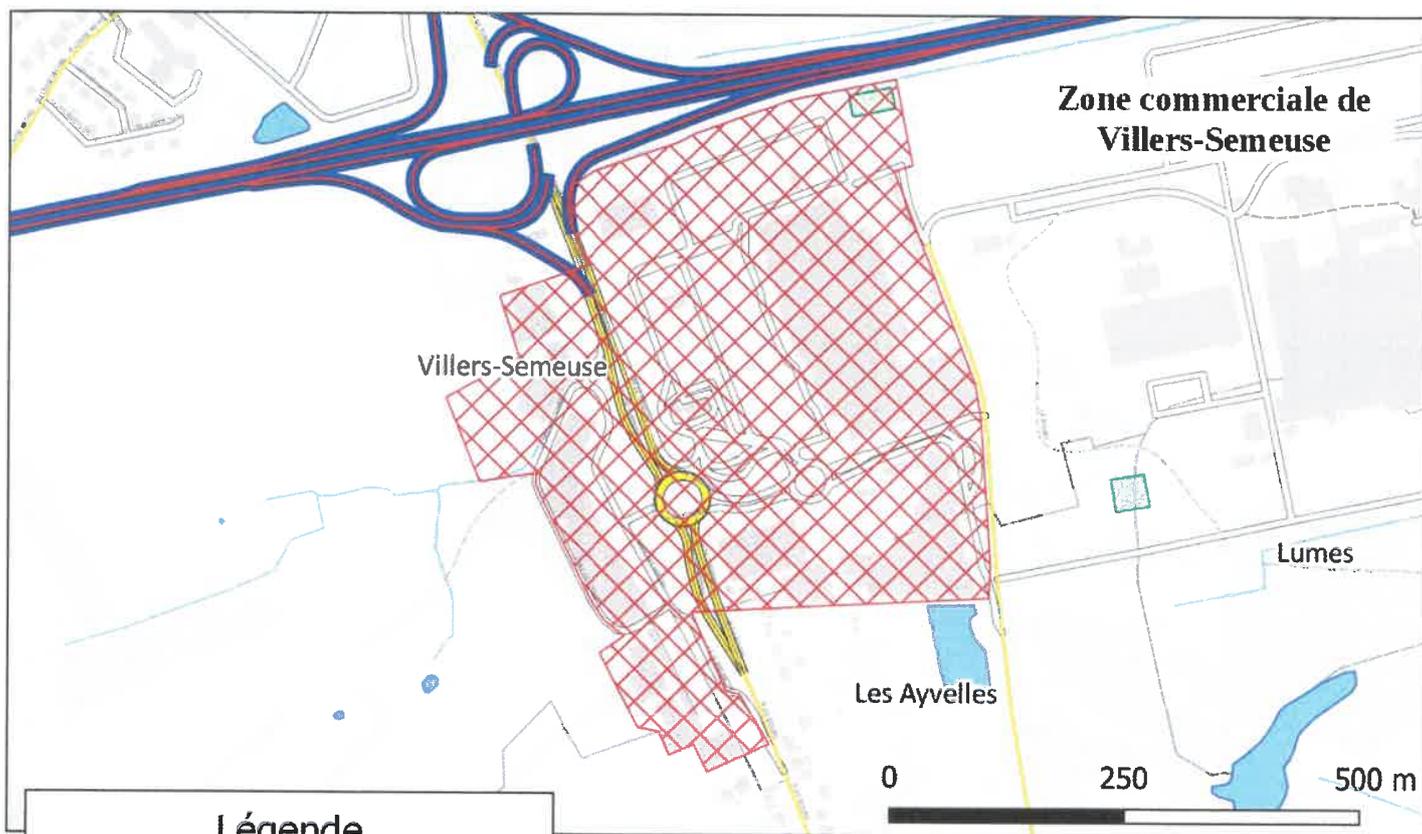
Aux abords de la D 988, entre le 1er parking stabilisé et le hameau des Vieilles-Forges (voir plan)



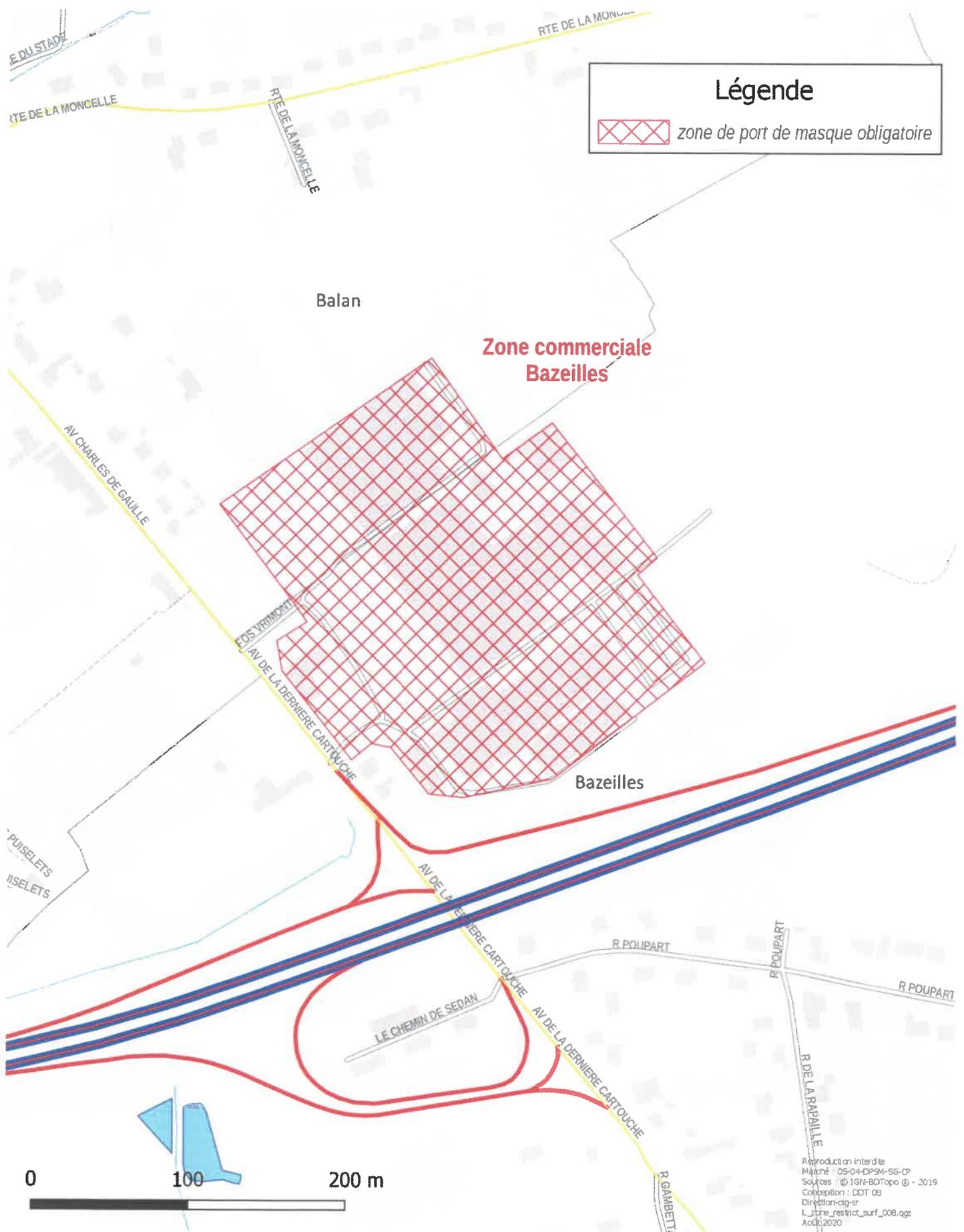




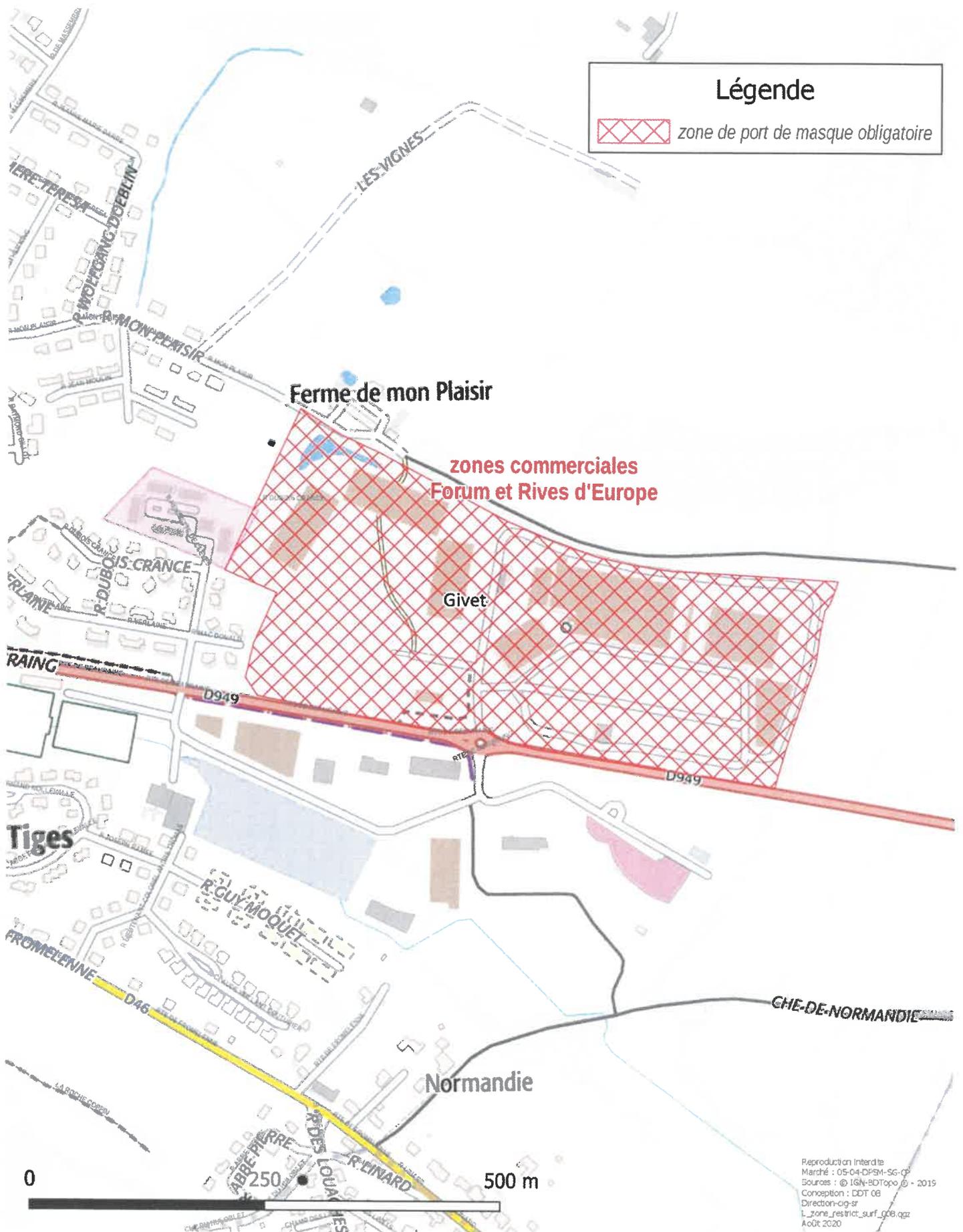
Port du masque obligatoire Centres commerciaux Villers-Semeuse et La Croisette



Port du masque obligatoire Centre commercial de Bazeilles



Port du masque obligatoire Centres commerciaux de Givet

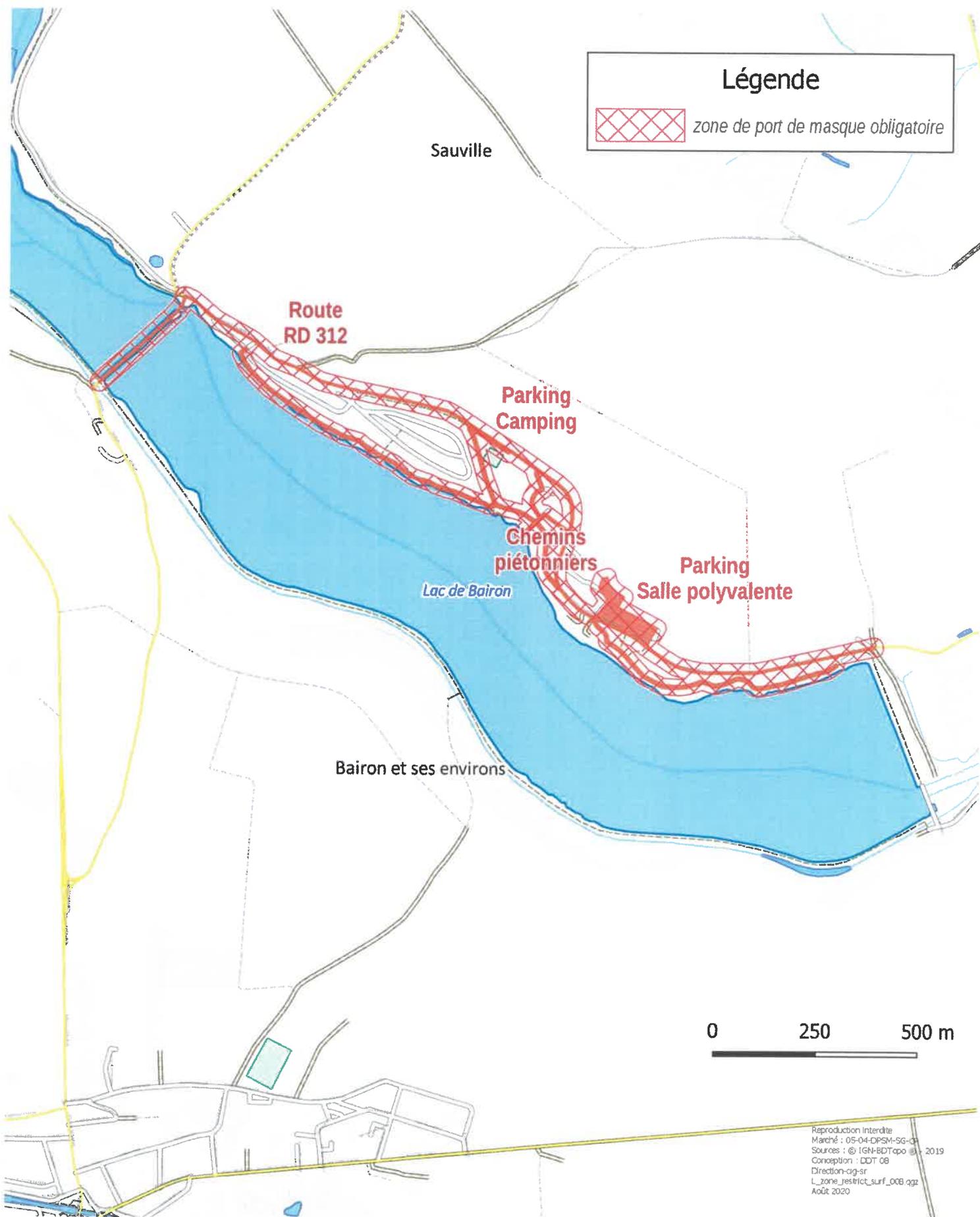


Reproduction Interdite
Marché : 05-04-DFSM-SG-G
Sources : © IGN-BDTopo © - 2019
Conception : CDT 08
Direction: dg-sr
f_zone_restrict_surf_c08.qgz
Août 2020

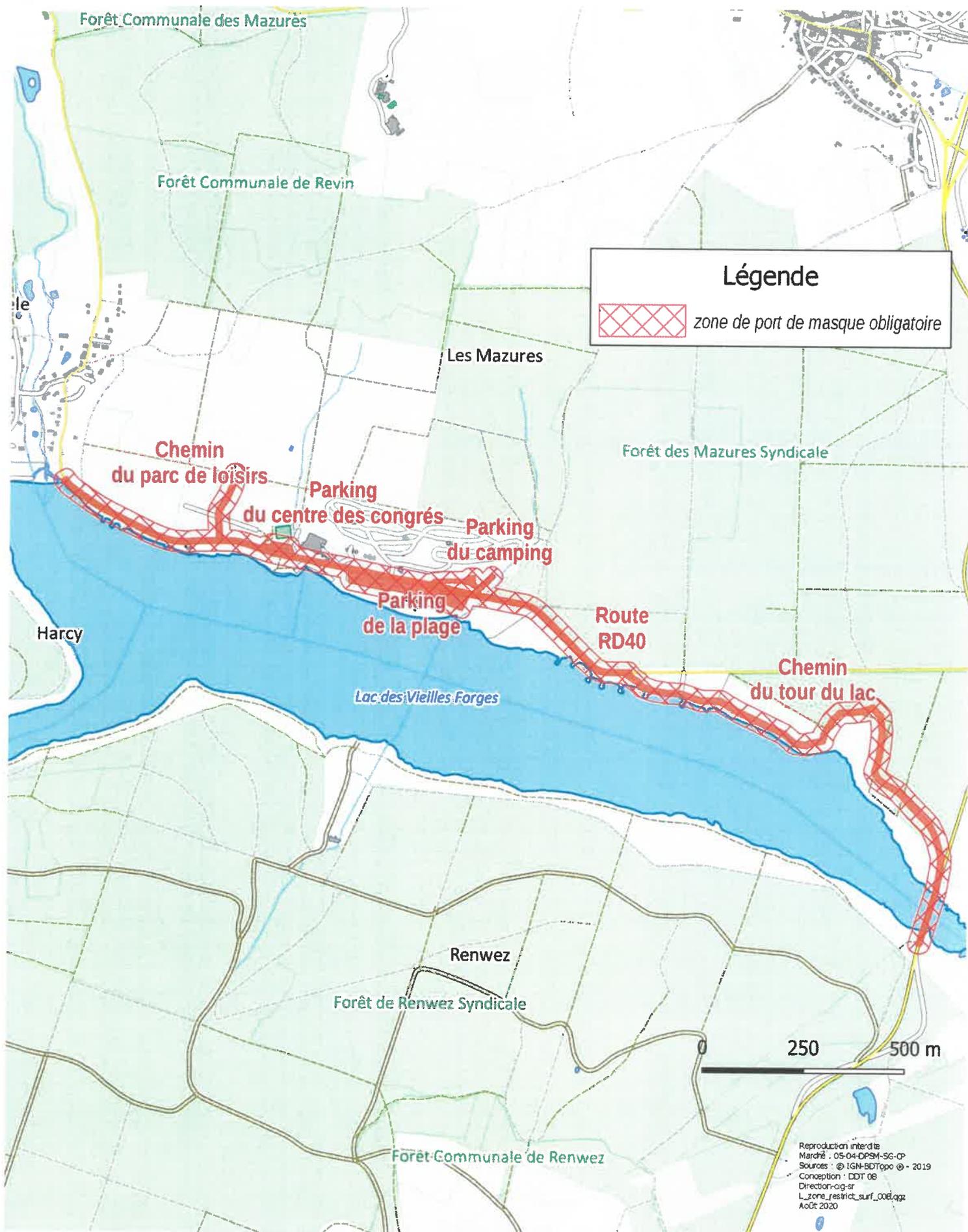
Port du masque obligatoire Base de loisirs de Douzy



Port du masque obligatoire Base départementale de Bairon



Port du masque obligatoire Base départementale des Vieilles-Forges



Préfecture 08

8-2020-08-06-004

Arrêté préfectoral complémentaire n°2020-502 du 06 août
2020 modifiant les servitudes d'utilité publique en
application de l'article L.555-16 du code de
l'environnement à proximité du poste Client Industriel
Arcelor Mittal à Mouzon dans le département des
ARDENNES



INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté préfectoral complémentaire n°2020- 502
modifiant les servitudes d'utilité publique en application de l'article L.555-16 du
code de l'environnement à proximité du poste Client Industriel Arcelor Mittal à
Mouzon dans le département des ARDENNES**

**Le Préfet des Ardennes
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R.122-22 et R.123-46 ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2017/62 du 3 février 2017 instituant les servitudes d'utilité publiques à proximité des ouvrages de transport de gaz naturel exploité par GRTgaz et notamment sur la commune de Mouzon;

Vu l'arrêté préfectoral n°2019-753 du 25 novembre 2019 portant délégation de signature à M. Christophe HERIARD, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

Vu le porter à connaissance n°AC-LE1-0162 déposé par GRTgaz ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement référencé SPRA-CeH/StL/n°20-392, du 3 juillet 2020 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 23 juillet 2020 à la connaissance de l'exploitant et lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations ;

Vu les observations présentées par l'exploitant par courriel du 30 juillet 2020.

Considérant que selon l'article L.555-16 du code de l'environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article R.555-30 b du code de l'environnement pris en application du troisième alinéa de l'article L.555-16, trois périmètres à l'intérieur desquels s'appliquent les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation, sont définis ; les critères de ces périmètres sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes ;

Considérant que les prescriptions fixées par le présent arrêté et les conditions d'aménagement et d'exploitation prévues dans le dossier de demande, en ce qu'elle ne leurs sont pas contraire, garantissent le respect des obligations fixées au code de l'environnement et au code de l'énergie.

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est,

ARRÊTE

Article 1er : modifications et prescriptions complémentaires apportées à l'arrêté instituant les servitudes d'utilité publique sur les installations de transport de GRTgaz

L'annexe n°100, relatif à la commune de Mouzon, issu de l'arrêté préfectoral n°2017/62 du 3 février 2017 est remplacée par l'annexe du présent arrêté.

Article 2 : Enregistrement des servitudes

Les servitudes modifiées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L.163-10 du code de l'urbanisme.

Article 3 : Publication

En application de l'article R.555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la Préfecture des Ardennes et adressé au maire de la commune de Mouzon.

Article 4 : Recours contentieux

Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5 : Exécution et copie

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes, les présidents des établissements publics compétents, les maires des communes concernées, la Directrice Départemental des Territoires des Ardennes, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand-Est sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'au directeur de GRTGAZ.

Fait à Charleville-Mézières, le 06 AOÛT 2020

le préfet,
pour le préfet et par délégation
le secrétaire général,



Christophe HÉRIARD